

« Dégrècer » le mammouth

C'est en Grèce, nous disent les manuels d'histoire, que tout commença et que l'on inventa la démocratie dont s'enorgueillit aujourd'hui l'Occident.

Les générations futures apprendront peut-être que c'est en Grèce que tout commença quand se mit en marche le processus qui mit fin à un système totalitaro-financier que l'occident se plaisait à appeler encore démocratie.¹

Le 3 mai dernier, les députés étudiaient le cas de la Grèce. Que c'était émouvant, tous, de la droite à la gauche, y sont allés de leur petite larme : il faut sauver la Grèce, tout le monde était d'accord et le mot « solidarité » était sur toutes les lèvres... juste à côté du mot « fermeté ».

Ainsi François Barouin (ministre du budget) de préciser : « *La solidarité et la confiance n'excluent ni l'exigence ni la fermeté (...) Cette aide est donc soumise... (à des) mesures courageuses, contraignantes, difficiles, sans doute douloureuses (...) N'oublions pas que derrière ce dispositif, ce sont des hommes et des femmes qui vont devoir subir un plan de rigueur drastique.* »

Réduction des salaires déjà bas, réduction des maigres retraites, augmentation de la TVA, coupes sombres dans la fonction publique, nous connaissons déjà ce programme, moult fois expérimenté par les pays « aidés » par le FMI : injustice sociale, privatisation et récession sont à la clef de cette purge.

C'est vrai ça, m'a dit ma concierge qui ne manque pas de bon sens, *comment peut-on aider un pays en saignant son peuple ?*

Il serait en effet aberrant d'imaginer que l'on envisage de réduire un peuple à la misère pour son propre bien. Et cela n'est pas le cas.

Ouf de soulagement dans l'auditoire attentif.

Attendez, attendez avant de souffler, je n'ai pas dit que l'on ne saignera pas le peuple, je voulais juste dire que le but poursuivi n'est pas son bonheur. Nuance.

À l'appui de mon propos, il suffit de lire ce qu'en dit la ministre de l'économie : « *la Grèce doit être rapidement en mesure de revenir sur les marchés à des conditions raisonnables et de rassurer l'ensemble de ses partenaires* ».

Le marché, c'est bien lui l'objet de toutes les attentions.

Car, en fin de compte, cette « aide » à la Grèce, c'est surtout une aide aux banquiers de la Grèce, ces sommes prêtées serviront en grande partie à rembourser les échéances de l'État Grec. Le député Brard l'illustre parfaitement en ces mots : « *solidarité : oui, avec les créanciers (...) puisqu'une bonne partie du plan qui sera voté par votre majorité va leur profiter. (...) Vous avez monté ce plan pour que le gouvernement grec puisse assurer les échéances des banquiers qui, au premier chef, sont français (...) Solidarité avec les créanciers et fermeté contre le peuple grec. (...) Sauver la Grèce, dites-vous ? Non, sauver les créanciers de la Grèce sans qu'ils n'aient à contribuer au financement de leurs propres turpitudes. Leurs noms : Société*

générale, Crédit agricole, BNP, Deutsche Bank, Hypobank, Crédit suisse.

Pour la seconde fois en moins de deux ans, on vole au secours des banques pyromanes sans condition aucune, ou du moins sans condition pour elles car pour ce qui est de la Grèce, les conditions sont assassines mais, que voulez-vous, il faut bien que quelqu'un garantisse le remboursement aux banques, non ?

Bien sûr, on aurait pu aussi demander tout simplement aux banques d'échelonner la dette grecque (ce qui, à terme, risque bien de se faire), voire d'en assumer le refinancement et un effacement partiel.

Ah mais non ! ce serait contraire au principe premier ultralibéral : privatisation des profits, mutualisation des pertes. Donc, aux Grecs (voire à nous) les pertes, aux banques les profits et le marché sera heureux.

Tellement qu'il ne pourra que voir là un encouragement à attaquer un autre pays de la zone puisqu'il n'y a que des profits à attendre². Et il le fera.

Mais ne soyons pas pessimistes, Madame Lagarde a dit que la leçon était comprise et que les marchés allaient être bientôt régulés, à commencer par les agences de notation dont elle a confié l'enregistrement et le contrôle à l'autorité des marchés financiers (AMF).

Me voilà rassuré car je me souviens avoir lu il y a quelque temps que le président de l'AMF avait déclaré que le mal venait du mélange des genres entre banques d'affaires et banques de dépôt. Voilà qui est lucide.

Mais à la question de savoir pourquoi il ne proposait pas la séparation de ces deux métiers, il a répondu... ne pas vouloir être assassiné !

Oui, véritablement, il faut que la graine meure, en Grèce ou ailleurs, si l'on veut voir bientôt pousser le blé tendre.

Dit à l'assemblée, cela se traduisait ce 3 mai par : *« Nous souhaitons que les gouvernements n'attendent pas que les spéculateurs s'attaquent aux uns puis aux autres, mais nous entendons pour que, grâce à cette fraternité des peuples qui exigent chacun leur part de bonheur, vous commenciez à comprendre que nous sommes en train de changer d'époque. »*

Me. Simon.

¹ Étonnante évolution que celle de notre démocratie quand on y pense.

En effet, nous savons aujourd'hui que la démocratie de la Grèce antique, loin des images d'Épinal, ne fonctionnait que grâce à une foule d'esclaves qui assurait les travaux les plus pénibles et permettait à une petite minorité de citoyens de vivre dans un certain confort.

Aujourd'hui, notre démocratie tend de plus en plus à revenir à ce schéma où une foule de plus en plus asservie tant ses conditions de survie sont pénibles, permet à une élite de vivre grassement dans une abondance arrogante. La boucle est bouclée : fin de l'épisode ?

² Notez que l'Irlande, bien que plus endettée que la Grèce, ne semble pas visée par la spéculation... y aurait il un rapport avec son système fiscal particulièrement sympathique pour les spéculateurs ?